

nous serait impossible, à un moment quelconque, de conclure que même la reconnaissance diplomatique de la Chine pourrait être utile à la paix et à la sécurité du monde. Nous ne sommes pas dans une telle situation dans le moment et, lorsque j'ai dit que le Gouvernement ne songeait pas à une reconnaissance de ce genre dans le moment, je n'ai pas voulu dire, ainsi qu'on l'a prétendu au moins dans un journal, à ma connaissance, qu'il s'agissait simplement d'une question que le cabinet en tant que tel n'avait pas encore étudiée officiellement. J'ai voulu dire que je n'y pensais pas et que je ne connaissais aucun de mes collègues qui songeait, à la reconnaissance diplomatique de la Chine dans les circonstances actuelles.

Toutefois, j'étais d'avis qu'aucun de nous ne songeait à des conditions qui nous empêcheraient de recourir à la décision appropriée, lorsque, les circonstances étant changées, il faudrait décider. Évidemment, une telle décision devrait être adoptée de telle façon à ne pas faire fi de l'opinion de nos alliés. Nous avons beaucoup d'alliés dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et il y en a d'autres que nous pouvons, je crois, considérer comme alliés, au sein des Nations Unies. Il s'agirait d'une question d'intérêt mondial. J'espère que l'attitude adoptée par le Canada serait de nature à favoriser la paix et la stabilité du monde entier. Nous ne devrions pas tenter de prendre des décisions qui ne seraient pas nécessaires. La situation actuelle, c'est que nous n'envisageons pas, dans les circonstances présentes, la reconnaissance de la Chine sur le plan diplomatique. Nous ne l'avons pas fait, mais j'estime que nous ne devrions pas dire maintenant, ou n'importe quand, qu'il ne se présentera jamais, dans l'avenir, une situation où nous devrions néanmoins reconnaître un gouvernement qui nous est antipathique, un gouvernement dont la nature est entièrement contraire à tous nos idéals démocratiques, un gouvernement qui, d'après les renseignements que nous avons obtenus par ouï-dire (car il nous faut, évidemment fonder notre documentation sur ce que nous entendons dire) semble s'être rendu coupable de beaucoup d'actions que nous n'approuverions pas. Il y a d'autres gouvernements avec lesquels nous avons actuellement des relations diplomatiques et qui ont commis, d'après nous, des actes que nous n'approuverions pas. Mais ce sont les gouvernements des pays en cause, et les seuls gouvernements avec lesquels il est possible de traiter de questions intéressant leurs populations.

Nous espérons tous, je crois, qu'entre ces mondes apparemment incompatibles, c'est-à-dire entre le monde libre et le monde com-

posé des pays à régime communiste, il sera possible d'établir une sorte de *modus vivendi* qui nous permettra, en fait, de vivre et de les laisser vivre. Cela se produirait sans intervention de notre part, sans notre approbation, sans notre responsabilité, dans les pays que nous estimons malheureux parce qu'ils vivent sous ce régime. Si cette éventualité ne nous semble pas possible, il nous faut alors envisager cette guerre froide comme quelque chose qui durera très longtemps et qui comportera toujours la possibilité qu'elle s'embrace soudain et se transforme en quelque chose de pis.

Encore une fois, je regrette de n'avoir pas été plus prudent dans les termes que j'ai employés et je regrette que ce genre de langage ait pu donner lieu à cette inquiétude et à cette controverse; mais, pour ce qui est de la politique du Gouvernement, ce n'est pas de cela que je parlais. Je me hasarde à dire maintenant que la politique du gouvernement canadien à l'heure actuelle est d'avoir l'esprit ouvert sur la question de savoir si, à quelque moment, dans n'importe quelles conditions qui pourront surgir à l'avenir, il y aurait lieu de reconnaître le gouvernement qui, à ce moment-là, existera de fait en Chine. Encore là, ce n'est pas exactement ainsi que j'aurais dû m'exprimer. Nous devrions garder l'esprit ouvert quant au moment où, si jamais les conditions sont telles que cela soit dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans le monde, il y aura lieu de reconnaître diplomatiquement le gouvernement qui contrôlera les forces de la Chine.

Telle est, je crois, l'attitude préférable; d'autre part, chaque fois qu'il semble y avoir une occasion du supprimer une partie de la tension de la situation internationale au moyen de pourparlers, de réunions et de discussions comme celles qui doivent se tenir à Genève le 26 avril, je crois que c'est seulement faire preuve de sens pratique que d'estimer que le gouvernement qui, de fait, a la haute main sur les affaires de Chine doit être là, si l'on veut accomplir quelque chose qui produira des résultats bienfaisants.

M. Coldwell: Le premier ministre voudrait-il me permettre une question? Il y a un autre sujet qui a causé quelque inquiétude, lorsqu'il s'est rendu outre-mer; il s'agit de la mention des armements et de la fourniture d'aide militaire au Pakistan par les États-Unis. Les comptes rendus des journaux semblaient contradictoires et laissaient entendre que le premier ministre approuvait que les États-Unis accordent de l'aide militaire au Pakistan.

Le très hon. M. St-Laurent: J'ai refusé d'exprimer une opinion. J'ai dit qu'en ce qui nous concernait, aucune question de ce genre

[Le très hon. M. St-Laurent.]